

REPUBLIQUE DE BURUNDI
SESSION DE L'ASSEMBLEE GENERALE DES
NATIONS UNIES.

- **Monsieur le Président,**
- **Monsieur le Secrétaire Général,**
- **Excellences Mesdames, Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,**
- **Mesdames, Messieurs les Chefs de délégations,**
- **Distingués Délégués,**
- **Mesdames, Messieurs,**

Permettez-nous, avant tout propos, de vous adresser, Monsieur le Président, nos vives et chaleureuses félicitations pour votre brillante élection à la présidence de la présente session et de vous dire tout le plaisir pour la délégation que j'ai l'insigne honneur de conduire de vous voir présider les travaux de notre auguste Assemblée.

Qu'il nous soit également permis de rendre un hommage mérité au Président sortant qui a dirigé avec beaucoup de sagesse et de discernement les travaux de la dernière session.

Nous tenons par la même occasion à transmettre au Secrétaire Général,

encouragements de Son Excellence Monsieur Pierre NKURUNZIZA, Président de la République du Burundi, pour les efforts inlassables qu'il déploie, depuis sa récente prise de fonction, à défendre et à promouvoir les nobles idéaux de

convaincantes soient présentées, nous ne sommes pas découragés car nous

pensons qu'il s'agit d'une difficulté de parcours de nature à ne pas perturber

durablement les acquis que tout un chacun souhaite préserver.

Des efforts sont présentement en train d'être déployés pour la reprise rapide de ces pourparlers. Un Sommet régional sur la question devrait se tenir très prochainement pour encourager le mouvement FNL à s'asseoir de nouveau sur la table des négociations, la seule voie acceptable pour arriver à une paix durable. En tout état de cause, le Gouvernement burundais reste ouvert à

toutes les propositions visant à réunir les conditions requises pour un tel exercice.

Monsieur le Président,

La guerre civile qui a ravagé notre pays a provoqué l'extrême paupérisation de la population burundaise. Soucieux de résoudre progressivement le problème de pauvreté et d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement, des mesures ont été prises pour la gratuité des soins de santé dispensés aux enfants de moins de cinq ans et aux mères qui accouchent dans les structures sanitaires publiques et pour la gratuité de la scolarisation au niveau de l'école de base.

Le Gouvernement a également mis sur pied le Cadre Stratégique de Croissance et de Lutte contre la Pauvreté qui a été adopté aussi bien sur le plan national qu'international et qui a été présenté à nos partenaires du développement lors de la Table Ronde de Bujumbura en Mai 2007. L'appel lancé par notre pays à la

faire de cette zone un espace de paix, de croissance économique et de

développement durable et partagé. Le Burundi a eu l'honneur et le privilège d'être élu par ses pairs pour abriter le siège du Secrétariat Exécutif de la Conférence.

Par ailleurs, en remettant aux rails la Communauté Economique des Pays

des Grands Lacs (CEPGL) aux côtés du Rwanda et de la République Démocratique du Congo, et en adhérant à la Communauté Est Africaine

pour le Darfour et des contingents militaires de maintien de la paix en Somalie
dans le cadre des opérations mises en place par l'Union Africaine

Notre délégation est d'avis que plus que par le passé, nous nous devons d'œuvrer à accroître notre capacité à agir à titre préventif en agissant rapidement et efficacement pour désamorcer les sources potentielles de conflits et en neutralisant à la racine les germes des situations conflictuelles.

Nous savons pertinemment que la prévention des conflits est une préoccupation constante de la communauté internationale. Les efforts de stabilisation et les opérations de maintien de la paix en constituent des témoignages éloquentes. Il importe d'accompagner ce processus par le

renforcement des prérogatives du Secrétaire Général liées à la diplomatie préventive pour éviter que des différends mineurs ne dégèrent en conflits ouverts.

Monsieur le Président,

La prévention des conflits ne peut être efficace sans prendre en compte la question lancinante de la prolifération des armes légères et de petit calibre qui constituent un pernicieux facteur de déstabilisation.

Nous voudrions lancer un vibrant appel aux pays producteurs d'armes légères à adopter des politiques responsables d'exportation qui contribuent réellement

régionales dont l'efficacité en matière de prévention de conflits et d'intervention n'est plus à démontrer malgré les ressources insuffisantes.

Par ailleurs nous formulons le vœu que la réforme du Conseil de Sécurité

longtemps préconisée et discutée soit enfin une réalité dont le visage doit notamment revêtir une représentation des continents exclus jusqu'à ce jour de la catégorie des membres permanents, dont l'Afrique.

Monsieur le Président,

Le nouveau Millénaire a été salué avec éclat. De ce fait, les Leaders mondiaux lui ont spontanément dédié d'immenses espoirs, traduits à travers les objectifs du Millénaire pour le Développement adoptés en 2000 et réaffirmés par la Déclaration du Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement en septembre 2005. Ces objectifs constituent une plate-forme salubre essentiellement pour les pays en développement, les Pays enclavés sans littoral et les petits Etats insulaires en développement, dans la lutte contre la faim et la pauvreté. la

mondialisation si celle-ci fait abstraction des préoccupations essentielles des

Cependant nous appelons à des efforts collectifs en particulier dans les sphères de